

qui a pour but de préserver sa suprématie dans la région. Du fait de leur importance stratégique, l'Angola et le Mozambique sont devenus des cibles privilégiées de cette politique. La CCDAA compte principalement sur les voies de communications du Mozambique pour réduire le volume des biens et denrées acheminés via l'Afrique du Sud; quant à l'Angola, c'est, dans la région, le pays le plus riche en ressources naturelles. Pretoria est déterminée à empêcher l'épanouissement de ces États multiraciaux, anciennes colonies portugaises, qui ne se cachent pas d'être socialistes.

La CCDAA a réussi à créer une sorte de « bloc » économique entre ses membres en resserrant entre eux les liens de coopération, en amorçant une intégration des économies et des marchés et en servant de point de ralliement à la recherche d'une plus grande autonomie. On ne peut pas dire cependant qu'elle ait véritablement permis de réduire la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Depuis la fondation de la CCDAA il y a cinq ans, la part du commerce que les six pays sans littoral de la région doivent acheminer à travers la République sud-africaine est passée de 50 à 85 p. 100, cette dernière ayant détruit les artères de transport. Le volume des échanges que le Zimbabwe achemine par le Mozambique est tombé de 54 p. 100 en 1983 à moins de 10 p. 100 en 1987.

Comme on pouvait s'y attendre, la sécurité est devenue l'une des grandes préoccupations des pays de la CCDAA. En 1986, les budgets de la défense de l'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe représentaient respectivement 50, 42 et 16 p. 100 des dépenses gouvernementales. Les forces armées sud-africaines sont redoutables. Elles ont déjà attaqué sept des neuf capitales de la CCDAA, et quelques-unes des plus importantes infrastructures de l'alliance, soit le Corridor de Beira, la raffinerie pétrolière de Luanda et le port de Maputo.

À deux reprises différentes, les représentants de la CCDAA ont évoqué au Canada la question d'une aide militaire « pacifique ». En novembre dernier, M. Simba Makoni, Secrétaire général de la Conférence, a souligné qu'il était dans l'intérêt des pays finançant les projets de la CCDAA de contribuer à protéger leurs investissements. « Il ne s'agit pas pour les Forces canadiennes de défendre le Corridor de Beira »,

a déclaré M. Makoni. « Ni balles, ni fusils. Mais nous avons besoin d'uniformes pour les troupes et de nourriture. »

Cependant, le gouvernement canadien a froidement accueilli cet appel, même si certains s'attendaient à ce que les pays réunis à Vancouver en octobre dernier pour le Sommet du Commonwealth mettent sur pied un plan collectif d'aide militaire. M. Shridath Ramphal, Secrétaire général du Commonwealth, avait semblé à l'époque préconiser un rôle plus actif pour ce dernier en exhortant les pays membres à fournir des hélicoptères de surveillance et du matériel de communications pour assurer la protection du corridor stratégique de Beira. À l'occasion de la récente assemblée de la CCDAA organisée en Tanzanie, M. Clark a refusé d'aider le Mozambique à défendre ses lignes ferroviaires, dont une partie pourtant est financée par le Canada.

La demande d'assistance militaire se comprend, particulièrement dans le cas du Mozambique. L'armée mozambicaine est mal équipée, et elle manque de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels. Il y a déjà dans le pays des milliers de soldats venus du Zimbabwe, de Tanzanie et du Malawi. La Grande-Bretagne contribue à l'entraînement des militaires de l'armée mozambicaine, et elle a déjà fourni à ce pays des fusils et des mires lumineuses.

LE CANADA A TOUJOURS DÉSAVOUÉ le principe d'une aide militaire au

monde en développement, et le mandat de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) exclut expressément cette option. On s'accorde généralement à dire que l'assistance militaire ne contribue qu'à entretenir le sous-développement, et non à y remédier. Toutefois, dans les pays les plus durement touchés par les agressions de l'Afrique du Sud, l'aide militaire revêt une pertinence particulière dans la mesure où les cibles des attaques sont précisément des projets de développement comme des cliniques, des usines, des barrages et des voies ferrées.

Le Canada n'a pas encore pris de position définitive sur cette question. La plupart des Canadiens et Canadiennes tiqueraient si leur pays se mettait à fournir une assistance militaire importante ou laissait cet aspect primer sur les autres efforts diplomatiques déployés dans la région. Le Canada doit tenir compte cependant, dans l'élaboration de sa politique d'assistance, des cas de légitime défense et de la nécessité d'assurer la protection des programmes. S'ils veulent pouvoir continuer de fournir de l'aide, les pays donateurs vont donc devoir contribuer aux dépenses à engager au titre de la sécurité. Le Canada a déjà fourni une aide militaire à la Tanzanie au cours des années 1960, et il finance actuellement la formation d'officiers ressortissants de pays de la CCDAA membres du Commonwealth.

Quelle que soit la décision finale du gouvernement, il reste que l'aide

militaire ne constitue, face à l'agression de l'Afrique du Sud, qu'un élément de réponse partiel, quoique très symbolique. Les États de la ligne de front ont, à maintes reprises, fait valoir que la seule façon de favoriser le développement et de mettre fin aux conflits dans la région était de supprimer l'*apartheid*. Dans ce contexte, la plus importante forme d'aide que le monde extérieur puisse offrir aux États de la ligne de front consiste à essayer de contenir les « ardeurs » de Pretoria et à accélérer l'avènement d'un gouvernement par la majorité. C'est un aspect sur lequel Robert Mugabe a insisté à la veille du Sommet de Vancouver, en lui donnant un relief très particulier : « Si nous parvenons à nous débarrasser de l'*apartheid*, nos autres problèmes seront résolus du même coup – nous devons non seulement arrêter le félon qui détruit nos ponts, mais aussi renverser si possible tout le processus. »

VU LE RÔLE ACCRU QUE LE CANADA assume maintenant sur la scène internationale, il va disposer de moyens supplémentaires pour faire pression sur l'Afrique du Sud, la convaincre de changer d'attitude, et contribuer entre-temps à préserver la stabilité des États de la ligne de front. Les sanctions restent le moyen d'action le plus important. Celles que le Canada a imposées ont abouti jusqu'à présent à la suppression d'environ 25 p. 100 des échanges entre les deux pays. À l'occasion du Sommet du Commonwealth, le gouvernement canadien a clairement indiqué qu'il croyait à l'efficacité de ce moyen de pression. Même s'il est peu probable que les gouvernements actuels de la Grande-Bretagne et des États-Unis acceptent de recourir à de pareilles mesures, il est temps pour le Canada de mettre à exécution la menace brandie par le Premier ministre en 1985 aux Nations-Unies, à savoir que son pays romprait toute relation économique et politique avec l'Afrique du Sud si rien n'était fait pour supprimer l'*apartheid*.

Or, pour seule réponse à cette demande de réforme, l'Afrique du Sud a intensifié la répression. S'il manque aujourd'hui à sa parole, le Canada risque de conforter dans leur analyse les Blancs qui, en Afrique du Sud, voient dans la violence un moyen de maintenir la *statu quo*. L'exemple que le Canada donnera aux Sud-africains, aux pays occidentaux et à ses alliés dans la région constituera désormais la plus importante dimension de sa politique. □

